

Le RGPD en 6 étapes...





Le règlement général sur la protection des données (RGPD)

Responsabiliser les professionnels sur le traitement des données à caractère personnel.

Renforcement des **Droits des citoyens**.

Respect des textes **tout au long du cycle de vie des données**.

CNIL

Réduction du contrôle,
Renforce des pouvoirs de sanction,

Mise à disposition de **nouveaux outils** pour les responsables de traitement (registre, analyse d'impact, ..)

Nomination d'un **délégué à la protection des données (DPD)**.

Nouveau mode de régulation

Précision et complément par la loi du 20 juin 2018 sur la protection des données.



Loi informatique et liberté - loi n° 78-17 (LIL) du 6 janvier 1978 :

Définition des principes à respecter lors de la collecte, du traitement et de la conservation des données personnelles.



Convention pour la protection des données du 28 janvier 1981

à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.



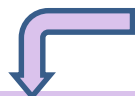
Directive européenne 95/45/CE du 24 octobre 1995

Elle constitue le socle européen de la protection des données à caractère personnel.



Loi n° 2004-801 du 4 août 2004

relative à la protection des données physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel?



Directive européenne 2000/31/CE du 8 juin 2000

sur le commerce électronique et sur certaines dispositions de la Directive du 12 juillet 2002 sur la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.



Loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) du 21 juin 2004

L'objectif est de donner une nouvelle impulsion au commerce électronique et à la sécurité des transactions électroniques.



Loi pour une république numérique du 7 octobre 2016

Objectifs : libérer les innovations ; créer un cadre de confiance, construire une république numérique ouverte et



RGPD - Règlement général sur la protection des données du 25 mai 2018

Renforcer la responsabilisation de ceux qui traitent les données, accroître les droits des citoyens



Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018

relative à la protection des données personnelles – modifie la LIL de 1978

R

G

P

D

1

COMPRENDRE



Comprendre les concepts essentiels dans le domaine de la protection des données :

- Données personnelles : *informations permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique.*
- Responsable de traitement : *personne, autorité, service, ou organisme déterminant les finalités et moyens mis en place pour un traitement.*
- Traitement : *désigne les manipulations (collecte, stockage, consultation, suppression...) faites à une donnée.*
- Sous traitant : *personne physique ou morale qui traite les données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.*

Extrait de l'article 4 du RGPD.

Les données personnelles des enseignants et des élèves

Nom, prénom,
date de naissance,
adresse,
Numéro d'identification de
l'Éducation nationale
(NUMEN)
Structure de rattachement,
historique de ses postes,
références bancaires,
appartenance syndicale,
contenu de ses cours,
données de connexion ENT,
etc. ...



enseignant

Nom, prénom,
date de naissance,
Adresse,
Admission, radiation,
classe, niveau, activités
périscolaires, sorties
scolaires, restauration
scolaire, fiche élève,
données de connexion,
etc. ...

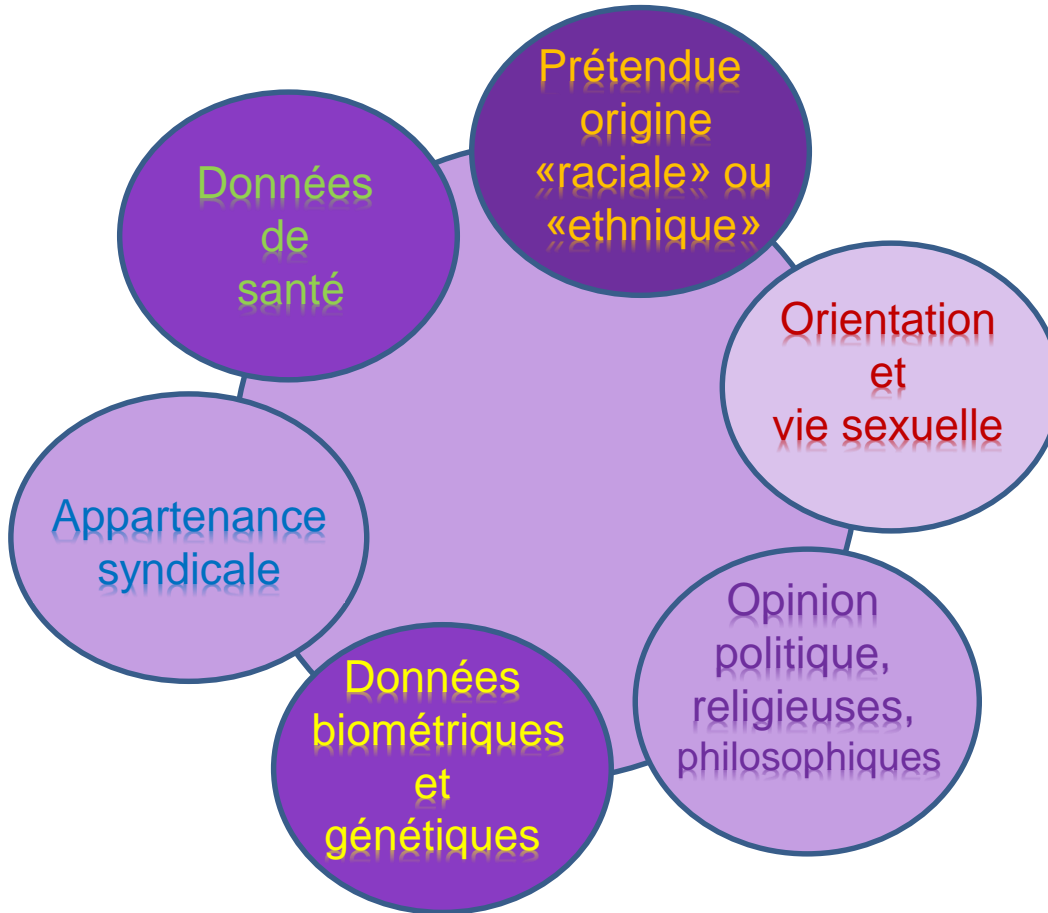


élève

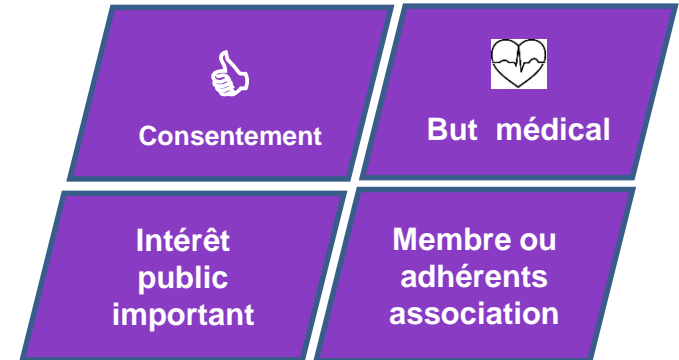


La nature d'une donnée sensible

UNE DONNÉE dite SENSIBLES



sauf ...



Et dans le contexte de l'école ?



État vaccinal obligatoire à jour de l'enfant

Pas une donnée sensible



fiche sanitaire (infirmerie)

Format papier obligatoirement, transmise par les représentants légaux sous enveloppe cachetée.



Handicap, PAI ou PPS

Impossibilité de collecter la nature du handicap ou la pathologie mais seulement les mesures de prise en charge

R

G

P

D

2

RÉPERTORIER



Répertorier les différents traitements de données à caractère personnel et les inscrire dans le registre de traitement tenu.

Article 30 du RGPD :

« Chaque responsable du traitement et, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement tiennent un registre des activités de traitement effectuées sous leur responsabilité.

Ce registre comporte toutes les informations suivantes :

- a) le nom et les coordonnées du responsable du traitement ;
- b) les finalités du traitement ;
- c) une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- d) les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées ;
- e) le cas échéant, les transferts de données ;
- f) dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ».



nom du fichier : Fiche registre :	
Fiche de registre Aix-Marseille.xlsx	
IDENTIFICATION	
Traitement n°	
Nom du traitement	
Mise en œuvre par (Registre principal concerné)	
Base légale	
traitement de référence	
Etat du traitement	
Perimetre du traitement	
Référence déclarative du traitement si formalité CNIL	
Date de création	
Dernière mise à jour	
ACTEURS	
Responsable de traitement	
Responsable(s) conjoint(s)	
Service en charge de la mise en œuvre	
Délégué à la protection des données	
Impact sur la vie privée	
Transfert Hors UE	
Données Sensibles	
Population Vulnérable	
Profilage	
Décision automatique avec effet légal	
Surveillance systématique	
Large échelle	
Croisement de données	
Usage Inovant	
Blocage d'un droit/contrat	
DPIA Obligatoire	
Ref DPIA	
Niveau de gravité et de vraisemblance	
Téléservices de l'administration	
Le traitement est un téléservice de l'administration	
Homologation RGS	
Date homologation	

Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que **la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction**

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement;

Impact sur vie privée : En tant que responsable d'un traitement de données, vous devez prendre des mesures pour garantir une utilisation de ces données respectueuse de la vie privée des personnes concernées. (PERTINENCE, TRANSPARENCE, RESPECT DES DROITS, MAÎTRISE, GESTION DES RIQUEs, SÉCURITÉ

Téléservice :



Région académique
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

FICHE DE TRAITEMENT

2^{ème} partie

Finalités du traitement effectué	
Finalité Principale	
Détails des finalités, Autres finalités	
Textes réglementaires	
Personnes concernées	
Personnes concernées par le traitement	<input type="checkbox"/> Elèves <input type="checkbox"/> Responsables légaux <input type="checkbox"/> Enseignants <input type="checkbox"/> Personnel Administratif <input type="checkbox"/> Candidats (autres qu'élèves) <input type="checkbox"/> Personnels d'encadrement <input type="checkbox"/> Autres : visiteurs
Estimation du nombre de personnes concernées par le traitement	
Données collectées	
Catégories de données personnelles concernées	<input type="checkbox"/> Etat civil, identité, données d'identification <input type="checkbox"/> Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.) <input type="checkbox"/> Informations d'ordre économique et financier (situation financière, situation fiscale, etc.) <input type="checkbox"/> Données de connexion (adress IP, logs) <input type="checkbox"/> Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM, etc.) <input type="checkbox"/> Données scolaires ou professionnelles
Durées de conservation	
Données sensibles	
Catégories de données sensibles concernées	<input type="checkbox"/> Données révélant l'origine raciale ou ethnique <input type="checkbox"/> Données révélant les opinions politiques <input type="checkbox"/> Données révélant les convictions religieuses ou philosophiques <input type="checkbox"/> Données révélant l'appartenance syndicale <input type="checkbox"/> Données génétiques <input type="checkbox"/> Données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique <input type="checkbox"/> Données concernant la santé <input type="checkbox"/> Données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle <input type="checkbox"/> Données relatives à des condamnations ou à des infractions pénales <input type="checkbox"/> Numéro d'identification national unique
Durées de conservation	
Destinataires des données	

Finalité : Objectif principal d'une application informatique de données personnelles.
Exemples de finalité : gestion des recrutements, gestion des clients, enquête de satisfaction, surveillance des locaux, etc.

Les finalités conditionnent la **licéité, l'adéquation, la pertinence et le caractère strictement nécessaire** de la collecte.

Personne concernée : Lister tous les types de personnes faisant l'objet du traitement de données.
Exemple : élèves, enseignants, représentants légaux, personnels, agents...

Données collectées : Lister les différentes catégories de données.

Données dite sensibles : Lister les catégories de données sensibles si elles sont collectées.





académie
Besançon



Région académique
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

FICHE DE TRAITEMENT

3^{ème} partie

Transfert Hors UE

Présence de transfert Hors UE
Organisme(s) destinataire(s) et données concernées
Pays de transfert
Type de garantie
Modalité d'information des personnes concernées du transfert hors UE

Transfert hors UE : si les données sont transférer en dehors de l'union européenne , veuillez donner des garantes.

Respect des droits des personnes

Fonction et coordonnées (personne ou service) pour l'exercice du droit d'accès

Modalités d'informations des personnes

- formulaire de collecte
- mention sur site
- remise document
- voie affichage papier
- oralement lors premier échange
- sans information
- Autre :

Droits des personnes : veuillez décrire les actions pour la mise en place des droits (**Le droit à l'information , le recueil du consentement , le droit d'opposition, les droits d'accès et de rectification**)

Modalités d'exercice des droits des personnes

- Directement sur place
- Auprès du DPD (courrier ou courriel)
- par courrier postal auprès du service
- par courriel auprès du service concerné
- au travers du site web
- Autre :

Mesures de sécurité : Pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins.

Modalités de recueil du consentement

- Sans consentement explicite
- Case à cocher sur le site
- Consentement oral lors du premier contact
- Consentement écrit

Mesures en vue d'assurer la sécurité des données

Mesures de sécurité techniques

Mesures de sécurité organisationnelles

Sous-traitant : Indiquer les coordonnées et les références de contrat ou convention.

Sous traitance

nom du sous-traitant
Contrat/convention comportant les clauses « Informatique et liberté » visée par le DPD
date échéance contrat/convention

Mise à jour : veuillez indiquer le délais pour le suivi et la mise à jour de cette fiche.

Mises à jour - Evolutions

détail des mises à jour ou évolutions



R
G
P
D

3

RESPECTER



Respecter, pour chaque traitement, les 6 principes de la protection des données :

- Licéité
- Finalité
- Pertinence
- Exactitude
- Durée de conservation
- Sécurité

Article 5 du RGPD :

« Les données à caractère personnel doivent être :

- a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée ;
- b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes ;
- c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités ;
- d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour ;
- e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités ;
- f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel ».

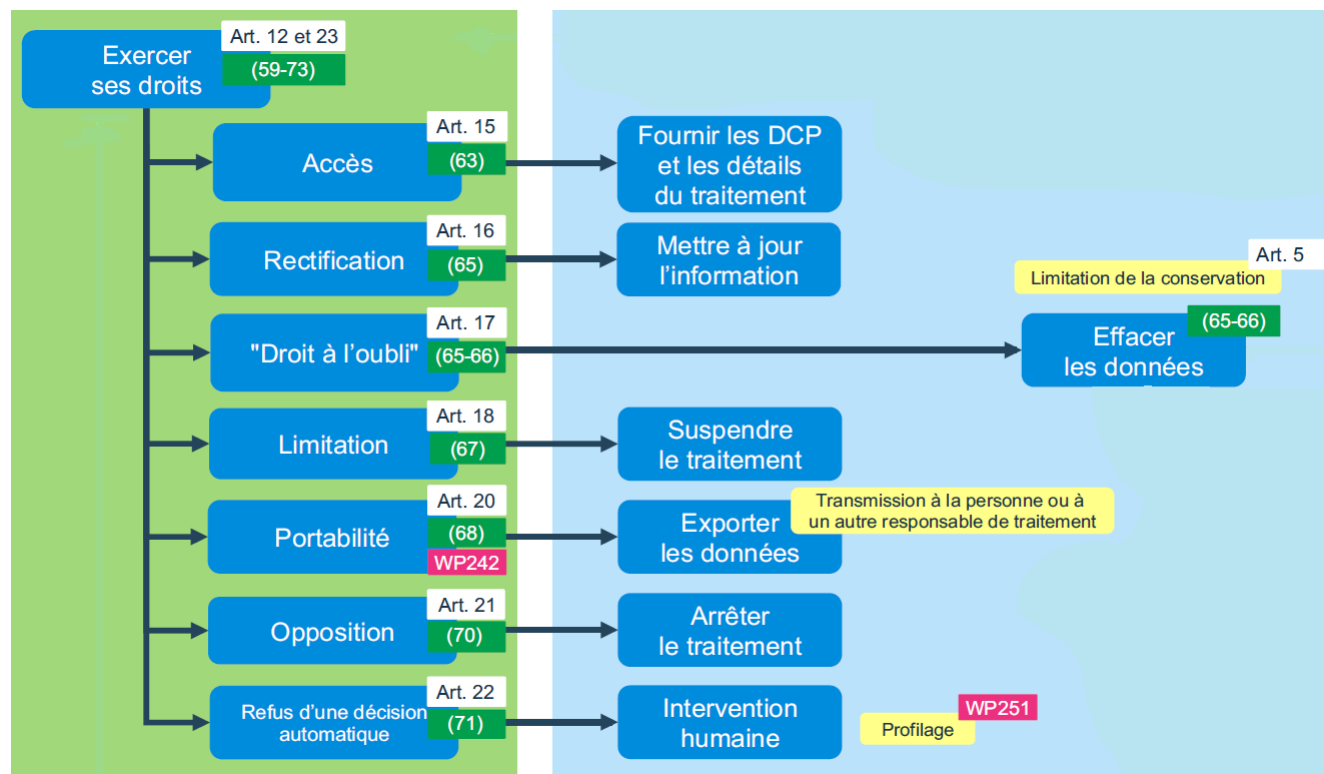
METTRE EN PLACE



Mettre en place des processus pour garantir l'exercice des droits des personnes.

R
G
P
D

4



R
G
P
D

5

VÉRIFIER

Vérifier, dans la mesure du possible, les contrats passés avec les sous-traitants pour s'assurer du respect des règles émanant du RGPD.



Article 28 du RGPD :

« Lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

R

G

P

D

6

EFFECTUER



Effectuer des études d'impact sur la vie privée (EIVP ou PIA) pour les traitements présentant des risques pour les droits et libertés des personnes concernées.

Article 35 RGPD :

« Lorsqu'un type de traitement, en particulier par le recours à de nouvelles technologies, et compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement effectue, avant le traitement, une analyse de l'impact des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel. Une seule et même analyse peut porter sur un ensemble d'opérations de traitement similaires qui présentent des risques élevés similaires ».

AIPD

Analyse d'Impact relative à la Protection des Données

DOIS-JE FAIRE UNE AIPD ?

Tout traitement de données personnelles susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées doit faire l'objet d'une analyse d'impact (AIPD).

L'analyse d'impact est un outil important de responsabilisation et de conformité qui permet de garantir le respect des principes du RGPD de façon opérationnelle et de pouvoir le démontrer.

Mon traitement est-il sur la liste des cas pour lesquels une AIPD est obligatoire ?

[Consultez la liste](#)

Oui Non

Combien de critères mon traitement remplit-il parmi les suivants ?

- | | |
|--|---|
| 1. <i>Évaluation/scoring (y compris le profilage)</i> | 6. <i>Croisement de données</i> |
| 2. <i>Décision automatique avec effet légal ou similaire</i> | 7. <i>Personnes vulnérables (patients, personnes âgées, etc.)</i> |
| 3. <i>Surveillance systématique</i> | 8. <i>Usage innovant (utilisation d'une nouvelle technologie)</i> |
| 4. <i>Données sensibles ou hautement personnelles (santé, géolocalisation, etc.)</i> | 9. <i>Exclusion du bénéfice d'un droit/contrat</i> |
| 5. <i>Collecte à large échelle</i> | |

Au moins deux critères

Aucun critère

OU

Un critère mais je considère que mon traitement présente un risque élevé

AIPD REQUISE

La CNIL vous propose une **boîte à outils** pour réaliser votre analyse d'impact.

Vous pouvez tout d'abord consulter les **questions/réponses** ainsi que les **guides pratiques et les catalogues de bonnes pratiques**.

Enfin, la CNIL met à votre disposition un **logiciel open source** pour faciliter la conduite et la formalisation de votre analyse.

AIPD NON REQUISE

Même non soumis à AIPD, les traitements doivent **respecter les principes de protection des données et les droits des personnes concernées**.

VIOLATION DES DONNÉES



Les violations de données personnelles susceptibles d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes doivent être notifiées à la CNIL. Quatre mois après l'entrée en application du RGPD,

R

G

P

D

Article 33 - Notification à l'autorité de contrôle d'une violation de données à caractère personnel

1. En cas de violation de données à caractère personnel, le responsable du traitement en notifie la violation en question à l'autorité de contrôle compétente conformément à l'article 55, dans les meilleurs délais et, si possible, **72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance**, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques. Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures, elle est accompagnée des motifs du retard.
2. Le sous-traitant notifie au responsable du traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance.
3. La notification visée au paragraphe 1 doit, à tout le moins:
 - a) décrire la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
 - b) communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues;
 - c) décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
 - d) décrire les mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
4. Si, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans autre retard indu.
5. Le responsable du traitement documente toute violation de données à caractère personnel, en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier. La documentation ainsi constituée permet à l'autorité de contrôle de vérifier le respect du présent article.

Les notifications de violation

Tout incident de sécurité, d'origine malveillante ou non, se produisant de manière intentionnelle ou non, et compromettant l'intégrité, la confidentialité ou la disponibilité de données personnelles.

- ✓ La **destruction**, la **perte** ou l'**altération non désirée** de données à caractère personnel.
- ✓ La **divulcation non autorisée** de données à caractère personnel.
- ✓ L'**accès non autorisé** à des données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière.
› <https://www.cnil.fr/fr/les-violations-de-donnees-personnelles>

Effectuées par le responsable de traitement, les notifications doivent parvenir à la CNIL

- › **72h au plus tard** après avoir eu connaissance de la violation et doit comprendre :
 - la **nature de la violation** de données et le **nombre approximatif** de personnes concernées,
 - les **coordonnées de la DPD**,
 - les **conséquences probables** de la violation de données,
 - les **mesures prises** ou que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données.
- › **Information des personnes concernées** (sous certaines conditions)
- › **Information de la DPD**

La violation de données se caractérise principalement par la **perte de disponibilité, d'intégrité ou de confidentialité de données personnelles, de manière accidentelle ou illicite**

Merci pour votre attention ...

